

DOSSIER DE LA COUR :

AVIS DE DEMANDE

COUR D'APPEL FÉDÉRALE

Entre :

DIANE BEAURIVAGE

14, rue le Maistre
Québec (Québec) G2G 1B4

Demanderesse

ET

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Bureau du sous-procureur général du Canada
284, rue Wellington
Ottawa (Ontario), K1A 0H8

Défendeur

(Sceau de la Cour)

AVIS DE DEMANDE DE POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE

Article 28 (1) g.1) de la *Loi sur les Cours fédérales*, L.R.C. (1985), Ch. F-7.

AU DÉFENDEUR :

Une instance a été introduite contre vous par la demanderesse. La réparation demandée par celle-ci est exposée ci-après.

La présente demande sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par la demanderesse. Celle-ci demande que l'audience soit tenue en la ville de Québec ou par visio-conférence.

Si vous désirez contester la demande, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des Règles des Cours fédérales et le signifier à l'avocat de la demanderesse ou, si cette dernière n'a pas retenu les services d'un avocat, à la demanderesse elle-même, DANS LES DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des Règles des Cours fédérales ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone : 613 992-4238), ou à tout bureau local.

Si vous ne contestez pas la demande, un jugement peut être rendu en votre absence sans que vous receviez d'autre avis

Québec, le 16 juin 2023

Délivré par :

Adresse du bureau local : Services administratifs des tribunaux judiciaires
150, boulevard René-Lévesque Est, bureau 150
Québec (Québec) G1R 2B2

Destinataires :

Procureur général du Canada
Bureau du sous-procureur général du Canada
284, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Tribunal de la sécurité sociale du Canada (Division d'appel)
C.P. 9812
Succursale T
Ottawa (Ontario) K1G 6S3

La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant :

La décision de la division d'appel du Tribunal de la sécurité sociale du Canada (ci-après le « **TSS** ») rendue le 19 mai 2023 par Jude Samson, membre du Tribunal de la sécurité sociale, dans laquelle ce dernier conclut que la préclusion découlant d'une question déjà tranchée (*issue estoppel*) ne s'applique pas au dossier et par conséquent rejette l'appel de Mme Diane Beaurivage (AD-22-486).

L'objet de la demande est le suivant :

INFIRMER la décision de la division d'appel du Tribunal de la sécurité sociale rendue le 19 mai 2023;

RENDRE la décision qui aurait dû être rendue;

ACCUEILLIR l'appel de Mme Diane Beaurivage concernant la décision de la division générale du Tribunal de la sécurité sociale du 7 octobre 2020;

DÉCLARER que la préclusion découlant d'une question déjà tranchée (*issue estoppel*) s'applique au présent dossier concernant la qualification juridique du cellulaire fourni par l'employeur de Mme Diane Beaurivage qui ne constitue pas une rémunération;

Subsidiairement, **DÉCLARER** que la doctrine de l'abus de procédure s'applique aux agissements de la Commission de l'assurance-emploi;

DÉCLARER que Mme Diane Beaurivage a droit aux prestations d'assurance-emploi pour l'année 2019;

Subsidiairement, **RECOMMANDER** à la Commission de l'assurance-emploi de défalquer les sommes dues par Mme Beaurivage.

Les motifs de la demande sont les suivants :

Contexte factuel

1. Depuis 1999, Mme Diane Beaurivage (ci-après la « **Demanderesse** ») occupe le même emploi saisonnier dans un hôtel de la ville de Québec, Le Cavalier du Moulin inc.;
2. Dans le cadre de son emploi, la Demanderesse avait l'usage d'un téléphone cellulaire fourni par son employeur et conservait cet avantage après sa mise à pied saisonnière;
3. Chaque année, la Demanderesse se prévaut de son droit aux prestations d'assurance-emploi et fait des demandes à cet effet à la Commission de l'assurance-emploi (ci-après la « **Commission** »);

4. Le 27 janvier 2016, la Commission entame un processus d'enquête auprès de la Demanderesse et la convoque en entrevue, tel qu'il appert de la lettre du 27 janvier 2016, **pièce P-1**;
5. Le 8 février 2016, la Commission réclame le remboursement des prestations versées à la Demanderesse pour l'année 2015 invoquant que le maintien de l'utilisation du téléphone cellulaire fourni par son employeur après sa mise à pied saisonnière la prive de son droit à de telles prestations puisqu'elle continue à recevoir une rémunération, tel qu'il appert de la lettre du 8 février 2016, **pièce P-2**;
6. La Demanderesse a demandé la révision de la décision, pièce P-2, ce qui a entamé un processus contradictoire dans lequel elle était représentée par avocat, elle a pu soumettre ses prétentions et elle a participé avec son avocat à une conférence téléphonique avec le décideur avant la prise de décision;
7. Le 21 avril 2016, la Commission a révisé la décision, pièce P-2, et a tranché en faveur de la Demanderesse qui conserve ainsi les prestations d'assurance-emploi pour l'année 2015 (ci-après la « **Décision de 2016** »), tel qu'il appert de la Décision de 2016, **pièce P-3**;
8. Le 12 juin 2020, soit plus de quatre (4) ans après la Décision de 2016, la Commission refuse la demande de prestations d'assurance-emploi de la Demanderesse pour l'année 2019 ainsi que sa demande de révision en se fondant sur le même motif que celui invoqué en 2016 qui a été rejeté aux termes de la Décision de 2016, tel qu'il appert de la correspondance avec la Commission en 2020, *en liasse*, **pièce P-4**;
9. Le 7 octobre 2020, la division générale du TSS confirme la décision de la Commission à l'effet que la Demanderesse n'a pas droit aux prestations d'assurance-emploi pour l'année 2019, tel qu'il appert de la décision du 7 octobre 2020, **pièce P-5**;
10. Suivant cette décision, le ou vers le 13 octobre 2020, la Demanderesse a demandé à son employeur de lui retirer l'avantage du téléphone cellulaire pour éviter tout litige futur avec la Commission, tel qu'il appert d'une lettre de confirmation de l'employeur de la Demanderesse du 19 janvier 2022, **pièce P-6**;
11. Le 20 avril 2021, sans doute parce la division générale du TSS lui a donné raison dans la décision du 7 octobre 2020, pièce P-5, la Commission a réclamé, en plus, le remboursement des prestations d'assurance-emploi versées à la Demanderesse pour les années 2016, 2017 et 2018, alléguant que cette

dernière a fait des déclarations fausses ou trompeuses à la Commission en omettant de déclarer la possession du téléphone cellulaire fourni par son employeur (ci-après le « **Dossier pendant** »), tel qu'il appert des lettres du 20 avril 2021, *en liasse*, **pièce P-7**;

12. Le Dossier pendant est en appel devant la division générale du TSS, mais l'instance est présentement suspendue en attente d'un dénouement dans le présent dossier;
13. Le 23 novembre 2021, la division d'appel du TSS rejette l'appel de la Demanderesse dans le présent dossier, tel qu'il appert de ladite décision, **pièce P-8**;
14. Le 20 décembre 2021, la Demanderesse dépose un avis de demande en pourvoi en contrôle judiciaire contre la décision, pièce P-8, devant la Cour d'appel fédérale, tel qu'il appert dudit avis de demande, **pièce P-9**;
15. Le 2 juin 2022, la Cour d'appel fédérale, par le biais d'une requête pour jugement introduite par le Procureur général du Canada et contestée par la Demanderesse, a accueilli le pourvoi en contrôle judiciaire, a annulé la décision du 23 novembre 2021 et a renvoyé l'affaire aux fins d'un nouvel examen devant la division d'appel du TSS, tel qu'il appert de la décision du 2 juin 2022, **pièce P-10**;
16. Le 10 février 2023, alors que les parties étaient en attente de la décision de la division d'appel du TSS, la Commission a procédé à de nouvelles enquêtes sur le dossier de la Demanderesse pour ultimement demander le remboursement des prestations versées à la Demanderesse pour l'année 2020 et refuser la demande de prestations pour l'année 2021 en invoquant un nouveau motif (ci-après le « **Dossier de 2023** »), tel qu'il appert des décisions du 10 février 2023, **pièce P-11**;
17. Le Dossier de 2023 est également suspendu en l'attente d'un dénouement dans la présente instance;
18. Le 19 mai 2023, la division d'appel du TSS a de nouveau rejeté l'appel de la Demanderesse dans le présent dossier (ci-après la « **Décision évoquée** »), tel qu'il appert de ladite Décision évoquée, **pièce P-12**;

Motifs de contrôle judiciaire

19. La Décision évoquée souffre de lacunes suffisamment capitales ou importantes pour justifier l'intervention de cette Cour en ce qu'elle ne constitue pas une analyse intrinsèquement cohérente et rationnelle et ne se justifie pas au regard des contraintes juridiques et factuelles applicables;

Non-application des conditions de la préclusion découlant d'une question déjà tranchée

20. Tel qu'identifié au paragraphe 20 de la Décision évoquée, les conditions cumulatives d'application de la préclusion découlant d'une question déjà tranchée (ci-après également désignée « **issue estoppel** ») sont bien connues :
- a) La même question a déjà été décidée;
 - b) La décision judiciaire invoquée comme créant la préclusion est finale;
 - c) Les parties dans la décision judiciaire invoquée sont les mêmes que les parties engagées dans l'affaire où la préclusion est soulevée.
21. Cependant, après avoir correctement identifié le test applicable, le TSS fait complètement fi des conditions susmentionnées préférant appliquer un tout autre principe selon lequel « la règle de la préclusion ne peut pas prévaloir sur la capacité des personnes qui prennent les décisions à exercer les fonctions que la loi leur confère »¹;
22. Cette erreur de droit à elle seule justifie l'intervention de cette Cour puisque le raisonnement du TSS ne s'appuie pas sur les critères juridiques pertinents reconnus par la Cour suprême du Canada;
23. Partant de sa prémisse erronée, le TSS a jugé qu'il appartient à la Commission de décider si une personne est admissible au régime des prestations d'assurance-emploi et que les pouvoirs de révision de la Commission font échec à toute l'application de l'*issue estoppel*;
24. Or, tel qu'il sera abordé plus amplement à la prochaine sous-section, ce raisonnement est vicié à plusieurs égards;

Les pouvoirs de révision de la Commission

25. Le TSS conclut que l'issue estoppel ne trouve pas application au présent dossier dans les termes suivants :

¹ Décision évoquée, par. 24.

[32] Je rejette l'argument de la prestataire.

[33] La loi confère à la Commission un rôle important : celui de vérifier si les personnes ont droit aux prestations qu'elles ont demandées. De plus, la loi donne à la Commission le pouvoir de réexaminer une demande de façon rétroactive et de modifier une décision antérieure. Ces fonctions s'exercent dans le cadre de chaque demande de prestations.

[34] Dans cette situation-ci, j'estime que la Commission a exercé les fonctions de réexamen que la loi lui confère. La règle de la préclusion ne peut pas empêcher la Commission de procéder aux vérifications que la loi autorise et qui sont nécessaires pour maintenir l'intégrité du programme. Il appartient à la Commission de s'assurer que, pour chaque demande de prestations, la personne est admissible aux prestations demandées.

[35] Vu sous un angle différent, le pouvoir de la Commission de réexaminer une demande et de modifier une décision signifie que ses décisions ne peuvent pas être considérées comme finales, surtout en ce qui concerne une demande et une période de prestations différente.

[36] Par conséquent, les décisions rendues par la Commission à la suite d'une demande de révision ne remplissent pas les conditions nécessaires à l'application de la règle de la préclusion découlant d'une question déjà tranchée.

26. Contrairement à ce qu'avance le TSS, la Commission n'a jamais révisé la Décision de 2016 et cela n'a d'ailleurs jamais été prétendu par la Commission dans toutes les instances antérieures et parallèles entre les parties;
27. En effet, la Commission peut seulement réexaminer, annuler ou modifier ses décisions dans des circonstances limitées :
 - a) Dans les trente-six (36) mois qui suivent le moment où des prestations ont été payées ou sont devenues payables ou dans les soixante-douze (72) mois lorsqu'elle estime qu'une déclaration fausse ou trompeuse a été faite relativement à une demande de prestations²;
 - b) Si des faits nouveaux lui sont présentés ou si elle est convaincue que la décision a été rendue avant que soit connu un fait essentiel ou a été fondée sur une erreur relative à un tel fait³.
28. D'une part, les délais permettant le réexamen de la Décision de 2016 aux termes de l'article 52 de la *Loi sur l'assurance-emploi* sont expirés en date de ce jour;
29. D'autre part, la Commission n'a jamais prétendu vouloir présenter des faits nouveaux par rapport à la Décision de 2016 et même si c'était le cas, ceux-ci seraient inadmissibles au sens de la jurisprudence pertinente;

² Art. 52 de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

³ Art. 111 de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

30. À ce titre, nous soulignons que lors de la Décision de 2016, la Commission avait déjà en sa possession toutes les informations nécessaires pour conclure que la Demanderesse n'était pas admissible aux prestations d'assurance-emploi considérant qu'elle savait déjà que la Demanderesse bénéficiait d'un cellulaire fourni par son employeur après sa mise à pied saisonnière;
31. De surcroît, une tentative de révision par la Commission à ce stade des procédures constituerait assurément un abus de procédure;
32. La Commission n'a jamais manifesté vouloir réviser la Décision de 2016 et tout porte à croire qu'elle l'aurait vraisemblablement révisée dans le cadre du Dossier pendant s'il cela avait été le cas;
33. Par conséquent, la Décision de 2016 n'a jamais été révisée, est finale et est sujette à fonder l'application de l'*issue estoppel* pour l'examen des demandes de prestations postérieures en ce qui concerne la qualification juridique du cellulaire;
34. Considérant ce qui précède, nous soumettons respectueusement que la Décision évoquée souffre de lacunes suffisamment capitales ou importantes pour justifier l'intervention de cette Cour;

Conclusions recherchées

35. Afin d'éviter un va-et-vient interminable de contrôles judiciaires et de nouveaux examens qui auraient pour effet de déconsidérer l'administration la justice, cette Cour devrait user de son pouvoir discrétionnaire pour procéder à sa propre appréciation du dossier pour en dicter l'issue devant en découler;
36. À ce titre, nous soumettons que les conditions d'application de la préclusion découlant d'une question déjà tranchée sont remplies en l'espèce :
 - a) La Décision 2016 est de nature quasi judiciaire puisque le processus de révision de la Commission présente les attributs essentiels d'un processus judiciaire contradictoire;
 - b) La Décision de 2016 est finale, tel qu'abordé précédemment;
 - c) Les parties impliquées sont les mêmes, autant dans la Décision de 2016 que dans la Décision invoquée.
37. Pour terminer, même si les conditions d'application de la préclusion découlant d'une question déjà tranchée sont remplies, les tribunaux peuvent user de leur discrétion pour ne pas appliquer la préclusion;
38. Or, étant donné que le facteur le plus important à prendre en compte à cet égard est le risque d'injustice, la préclusion découlant d'une question devrait s'appliquer au dossier de la Demanderesse, qui est victime d'une injustice flagrante, tel qu'il ressort de la face même du dossier;

39. La Décision évoquée constitue une injustice flagrante pour la Demanderesse qui, de bonne foi, était justifiée de s'attendre à ce que la Commission applique, pour les années subséquentes à 2015, la même règle que celle retenue dans la Décision de 2016;
40. Le présent dossier met en cause l'équité fondamentale caractérisant le processus judiciaire. Un citoyen doit pouvoir s'attendre à ce qu'une question tranchée à la suite d'un débat quasi judiciaire ne lui soit opposée à nouveau dans une cause d'action différente devant ce même décideur;
41. Considérant que la question avait déjà été débattue dans le cadre d'un processus quasi judiciaire, la Demanderesse était parfaitement justifiée de se fier au caractère définitif de la Décision de 2016 qui confirmait sans ambiguïté que l'utilisation du cellulaire fourni par son employeur après sa mise à pied saisonnière n'avait pas pour effet de la priver de son droit aux prestations d'assurance-emploi;
42. En pratique, il est bien évident et conséquent que si la Commission avait rendu une décision à l'opposé de la Décision de 2016 ou avait avisé la Demanderesse de son changement d'interprétation en temps opportun, la Demanderesse aurait, pour les années subséquentes, et pour ne pas affecter son droit aux prestations, vraisemblablement renoncé à l'usage du téléphone cellulaire fourni par son employeur;
43. De surcroît, le Dossier de 2023 témoigne clairement d'un acharnement administratif envers la Demanderesse, alors que le processus d'enquête entamé par la Commission était concomitant au présent dossier et au Dossier pendant;
44. De ce qui précède, le TSS aurait donc dû accueillir l'appel de la Demanderesse et conclure que celle-ci a droit aux prestations d'assurance-emploi pour l'année 2019, étant donné que l'*issue estoppel* s'applique à la question de la qualification juridique du cellulaire fourni par l'employeur de la Demanderesse;
45. Dans l'éventualité où cette Cour estime que les conditions d'application de l'*issue estoppel* ne sont pas remplies, nous soumettons subsidiairement que la doctrine de l'abus de procédure doit être appliquée dans les présentes circonstances. considérant les motifs qui précèdent;
46. Subsidiairement, nous soumettons finalement que cette Cour devrait recommander à la Commission de défalquer les sommes dues par la Demanderesse, le cas échéant, étant donné le lourd préjudice financier découlant de l'ensemble des instances parallèles.

Les documents ci-après, à parfaire, sont présentés à l'appui de la demande :

- Pièce P-1 :** Lettre de la Commission de l'assurance-emploi du 27 janvier 2016.
- Pièce P-2 :** Lettre de la Commission de l'assurance-emploi du 8 février 2016.
- Pièce P-3 :** Décision de la Commission de l'assurance-emploi du 21 avril 2016.
- Pièce P-4 :** *En liasse*, correspondance avec la Commission de l'assurance-emploi en 2020.
- Pièce P-5 :** Décision de la division générale du Tribunal de la sécurité sociale du 7 octobre 2020.
- Pièce P-6 :** Lettre de confirmation de l'employeur de la demanderesse du 19 janvier 2022.
- Pièce P-7 :** *En liasse*, lettres du 20 avril 2021.
- Pièce P-8 :** Décision de la division d'appel du Tribunal de la sécurité sociale du 23 novembre 2021.
- Pièce P-9 :** Avis de demande en pourvoi en contrôle judiciaire déposé par la demanderesse devant la Cour d'appel fédérale le 20 décembre 2021.
- Pièce P-10 :** Décision de la Cour d'appel fédérale du 2 juin 2022.
- Pièce P-11 :** Décisions de la Commission de l'assurance-emploi du 10 février 2023.
- Pièce P-12 :** Décision de la division d'appel du Tribunal de la sécurité sociale du 19 mai 2023.

La demanderesse demande à la division d'appel du Tribunal de la sécurité sociale de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents ci-après qui ne sont pas en sa possession, mais qui sont en la possession de l'office fédéral : **N/A.**

Québec, le 16 juin 2023

Langlois avocats sncrl

LANGLOIS AVOCATS. S.E.N.C.R.L.

Me Lucien Godbout / Me Alexis Pineault

lucien.godbout@langlois.ca / alexis.pineault@langlois.ca

Téléphone : 418 650-7029 / 418 650-7945

Télécopieur : 418 650-7075

Complexe Jules-Dallaire, T3

2820, boulevard Laurier, 13^e étage

Québec (Québec) G1V 0C1

DORS/2021-151, art. 22